

David GAÜZERE

PS FFE Bichkek

**COMPTE-RENDU DE LA VISITE OFFICIELLE DE LA PRESIDENTE DE LA
REPUBLIQUE KIRGHIZE, ROZA OTOUNBAEVA EN FRANCE - 02-03 MARS 2011**

(Pistes de réflexion pour une meilleure diplomatie coopérative entre la France et la Kirghizie)

Indépendante depuis 1991, la République Kirghize - ou Kirghizie - est une ancienne république soviétique d'Asie centrale. Sa superficie est de 199 900 km² et sa population est de 5 418 300 habitants (recensement, 2009). Enclavée et au relief montagneux (**cf. en annexe n°1 les cartes géographique et administrative de la Kirghizie**), cette république pauvre d'Asie centrale dépend de ses voisins pour ses approvisionnements en énergies et en matières premières. Toutefois, son dense bassin hydrographique exploité par plusieurs centrales hydroélectriques lui permet d'exporter son électricité partout en Asie centrale.

La Kirghizie a connu un contexte politique agité en 2010, qui a vu se succéder la révolution du 07 Avril et les affrontements interethniques de Juin. Depuis, la situation est apaisée, mais reste instable et fragile et l'arrivée d'un nouveau système politique parlementaire n'a pas encore répondu aux attentes économiques et sociales d'une population appauvrie. C'est dans ce contexte délétère que la nouvelle Présidente intérimaire de la République, Roza OTOUNVAEVA, une diplomate chevronnée, s'est rendue en visite officielle en France les 02 et 09 Mars 2011 pour y évoquer la situation de son pays et chercher des soutiens politiques extérieurs nécessaires à l'inscription de la Kirghizie sur la voie de la démocratie et du retour de la stabilité politique, économique et sociale.

I - LE CONTEXTE POLITIQUE EN KIRGHIZIE

a- La révolution d'Avril 2010 et les événements de Juin 2010

Depuis son indépendance, la Kirghizie a déjà connu deux révolutions, attestant la soif de liberté du peuple kirghiz, héritée de son passé nomade libertaire et égalitaire. Composant 71 % de la population, les Kirghiz cohabitent en Kirghizie avec divers autres peuples (Ouzbeks - 14 %, Russes - 7,8 %, Ukrainiens, Tadjiks, Allemands, Ouïgours, Coréens...) aux traditions très différentes. De plus, la compartimentation de l'espace kirghiz et l'Histoire qui s'y est greffée font que les Kirghiz peuplent aujourd'hui en compactes densités les extrémités nord et sud de leur république et y ont adopté les cultures et les modes de vie de la minorité ethnique la plus nombreuse dans chaque partie. Ainsi, la culture russe, européenne, s'est imposée au nord du pays, tandis que la tradition islamique prévaut au sud.

Hérité directement du régime soviétique, en Kirghizie le système politique était depuis l'indépendance de type présidentiel, concentré entre les mains d'un seul homme, et s'accordant mal aux traditions ancestrales des « kouroultaï » (conseils de sages) et de démocratie directe du peuple kirghiz. Chaque région, du fait son enclavement, jouit traditionnellement d'une large autonomie de fait et reste rétive à toute immixtion du pouvoir central. Les partis politiques, la presse et les media,

en dépit de tentatives répétées de musellement par les présidences AKAEV et BAKIEV, sont toujours restés libres et, à la différence des autres républiques d'Asie centrale, les minorités ethniques de tradition européenne (russes, ukrainiennes, allemandes...) étaient régulièrement associées à la vie politique locale. Mais, la division culturelle et économique entre le nord et le sud du pays, encouragée par les puissances régionales et les Etats-Unis, a continué de régenter la vie politique jusqu'aux événements de Juin 2010.

La révolution du 07 Avril 2010 était vraiment une révolution populaire, qui a pris de court une communauté internationale, qui cherchait à tout prix à y trouver vainement la signature d'un Etat extérieur. Seuls quelques experts de la question kirghize pouvaient pressentir l'imminence de cette révolution depuis quelques mois, sans pour autant mesurer par avance son ampleur et sa violence. Depuis les dernières élections présidentielles grossièrement falsifiées du 23 Juillet 2009, l'Etat kirghiz s'était « verticalisé » et concentré entre les mains d'un seul clan, la famille BAKIEV, et d'une région, la région de Djalal-Abad, dans le sud du pays. L'enrichissement d'une famille, la corruption et le népotisme afférents auraient pu être une constante de la vie politico-économique de la Kirghizie depuis bien avant l'indépendance, si ces phénomènes n'avaient pas été amplifiés par la famille BAKIEV. En effet, ce clan n'a pas hésité après 2009 à s'allier au crime organisé et aux mafias étrangères, s'assurant ainsi la part du lion dans la gestion du trafic de la drogue, en provenance d'Afghanistan, du Tadjikistan ou produites localement en Kirghizie, faisant fi des désapprobations internationales. Maksim BAKIEV, le fils de l'ancien dictateur, avait d'autre part reçu de son père en Septembre 2009, la présidence de l'Agence Centrale Kirghize pour le Développement, l'Investissement et les Innovations, une officine créée à son intention et censée capter tous les investissements étrangers dans le pays, mais qui en fait les redirigeait sur les comptes privés de Maksim à Riga ou à Dubaï. Pendant que la famille BAKIEV montrait de plus en plus ostensiblement son enrichissement et son indécence, le peuple kirghiz sombrait dans la morosité ambiante et le dénuement. L'exaspération était telle que la révolte montait depuis Janvier 2010, encouragée par les coupures quotidiennes d'électricité et de chauffage et l'envol des prix de ces énergies, pendant que les salaires, déjà très bas, continuaient à stagner.

Le 07 Avril 2010 n'avait au départ commencé que par une manifestation purement sociale qui, face à la féroce répression de la police acquise à l'ancien dictateur a rapidement dégénéré, en se transformant en révolution politique et en bain de sang (87 morts, 1 632 blessés). Chassé par le peuple, l'ancien dictateur Kourmanbek BAKIEV a précipitamment quitté Bichkek le jour-même pour se réfugier pendant près de trois semaines dans le sud du pays, rassemblant avec lui ses partisans, nombreux à Djalal-Abad et Och, et plaçant ses proches à des postes-clé d'un pouvoir parallèle et mafieux dans la région. Puis, sous la pression internationale, il a démissionné de la Présidence pour s'envoler pour la Biélorussie, afin de s'exiler dans le palais présidentiel de son ami, Alexandre LOUKACHENKO. Pendant ce temps, Maksim continuait depuis la Lettonie à entretenir des liens avec le reste du clan, resté en Kirghizie, notamment avec son oncle, Janych, le frère de son père. C'est notamment avec lui, qu'ils ont tous les deux, le 15 Mai 2010, planifié au cours d'une communication téléphonique enregistrée à leur insu par les services de renseignements les futurs massacres de Juin 2010 (choix des acteurs, déroulement des faits et financements accordés pour salarier les futurs bourreaux). Leur idée était simple. A défaut de pouvoir reconquérir le pouvoir à Bichkek, il leur fallait le reprendre à tout prix dans le sud et y créer une république séparée, avant éventuellement d'engager une épreuve de force éventuelle avec le nord, selon le scénario ivoirien. Pour ces mêmes raisons, les BAKIEV souhaitaient l'échec de l'établissement du référendum constitutionnel sur la

naissance d'un système parlementaire, annoncé par le gouvernement provisoire pour Juin 2010. Pour ce faire, il leur fallait dédencher le détonateur ethnique. Sachant qu'une animosité et une ségrégation ont toujours traditionnellement opposé dans l'Histoire les Kirghiz de tradition nomade aux Ouzbeks de tradition sédentaire dans le sud du pays et que des massacres interethniques s'y étaient déjà produits en Juin 1990, le clan BAKIEV par les financements lettons de Maksim et la présence de Janych dans le sud du pays, n'ont pas hésité à employer des trafiquants de drogue locaux, tadjiks et afghans (et même à nouer des contacts avec les islamistes afghans) pour déclencher les massacres, employant une main d'œuvre locale sans ressources et facilement acquise. Ainsi, en pompiers pyromanes, les hommes de Janych se sont rendus dans différents endroits d'Och le 10 Juin 2010 pour y instiller la haine. La suite est connue. Les heurts interethniques auraient causé la mort de plus de 2 000 victimes. Les nouvelles autorités provisoires de Bichkek se retrouvaient désarmées devant ces massacres à grande échelle (partis d'Och, les pogroms se sont ensuite étendus à Ouzgen, puis à Djalal-Abad). D'une part, l'information provenant du sud circulait difficilement jusqu'à Bichkek, le plus souvent sur le mode de la rumeur, et la population du sud n'était pas en majorité acquise au nouveau pouvoir. Qui plus est, une infime partie du gouvernement provisoire, issue du sud (dirigée par Azimbek BEKNAZAROV), a cautionné par nationalisme ces massacres et s'est opposée aux prises de décisions d'urgence par une large majorité du gouvernement, en les rendant inefficaces sur le terrain. D'autre part, le clan BAKIEV étant parti le 07 Avril avec les caisses de l'Etat (il ne restait plus que 16 millions d'euros dans les caisses de l'Etat, 26 millions d'euros ayant été détournés par les BAKIEV), le gouvernement provisoire n'avait pas suffisamment de moyens pour payer les soldats de l'armée régulière dans le cadre du maintien de l'ordre dans le sud, pendant que les BAKIEV, forts de leur trésor de guerre, achetaient des fidélités jusque dans l'armée régulière. La nouvelle Présidente intérimaire, Roza OTOUNBAEVA, nommée le 07 Avril sur la base d'un consensus par la coalition du nouveau gouvernement provisoire, et les démocrates de ce gouvernement étaient désarmés face à ces massacres qu'ils ne pouvaient qu'impuissamment condamner, ne pouvant compter ni sur leurs maigres ressources, ni sur une communauté internationale indifférente.

b- Le référendum de Juin 2010 et la naissance d'un régime parlementaire

En dépit des heurts interethniques du début du mois de Juin et des intimidations successives du clan BAKIEV dans le sud, le peuple kirghiz s'est rendu en masse voter lors du référendum du 27 Juin 2010 pour l'adoption d'une Constitution, installant un régime parlementaire. Rédigée par le Secrétaire Général du Parti Socialiste Ata-Meken, Omourbek TEKEBAEV, juriste de profession, puis adoptée avec 90,56 % des voix, cette nouvelle Constitution garantit une stricte séparation des pouvoirs, diminue le poids du Président de la République et augmente la place du Parlement dans la vie politique institutionnelle kirghize : Le statut du Président de la République est dorénavant réduit à un rôle honorifique. Le Président ne fait que nommer le Premier-Ministre et ne peut même plus nommer seul, sans l'aval du Parlement, les grands administrateurs de l'Etat. Son mandat dure 5 ans et n'est renouvelable qu'une fois. Sa rémunération ne provient que de son propre salaire. Tout pouvoir de veto lui est enfin retiré. Le Parlement voit ses pouvoirs renforcés. Le parti majoritaire à la Chambre ne peut plus obtenir seul plus de 50 % des sièges, même en cas de majorité absolue. Les préfets et les maires sont élus et siègent à la tête de conseils, dont ils ne sont plus que des porte-paroles. Dix des treize membres de la Commission Electorale Centrale, jusque-là choisis par le Président de la République, sont désormais désignés par des partis politiques et des organisations non-gouvernementales.

Les élections législatives du 10 Octobre 2010 ont depuis rendu des résultats contrastés, parfois inquiétants. La campagne électorale a été un moment d'explosion démocratique unique pour la population (multiplication des organes de presse écrite, présentation quotidienne de débats politiques télévisés, implication du peuple à tous les niveaux dans la vie politique, création de partis politiques à profusion, parfois au contenu loufoque et ne comportant pas chacun plus d'une dizaine d'adhérents) et les élections se sont déroulées dans une totale transparence, sans précédent dans l'Histoire du pays et reconnue par les observateurs du Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme et d'autres institutions de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), à l'exception notable du Canton de Souzak, près de Djalal-Abad qui abrite le village de Teït, fief de l'ancien dictateur. Là, le pouvoir central ne contrôle toujours pas la situation locale (des ministres envoyés par Bichkek durant l'été y ont été molestés par les partisans des BAKIEV, lors de leurs visites) et des urnes, remplies avant le scrutin, ont réussi, à peu de voix près, à donner la victoire des élections législatives au Parti Ata-Jourt, un mouvement composé exclusivement de gens du sud du pays, de nationalistes et de nostalgiques de l'ancien dictateur. Ce parti, présidé par un orateur aussi éloquent que démagogue, Kantchibek TACHIEV devançait alors le Parti Social-Démocrate de Kirghizie, fidèle à la Présidente (qui serait arrivé en tête des suffrages, sans les fraudes de Teït), puis le Parti Ar-Namys du Général bonapartiste et pro-russe Feliks KOULOV, le Parti Républicain d'Omourbek BABANOV, classé à droite, et le Parti Socialiste Ata-Meken d'Omourbek TEKEBAEV (**Cf. en annexe n°2 le tableau des différents partis politiques de Kirghizie**). Après plus d'un mois de tergiversations, le Parti Ata-Jourt formait alors une coalition parlementaire avec le Parti Social-Démocrate de Kirghizie et le Parti Républicain. Almazbek ATAMBAEV, Secrétaire Général du Parti Social-Démocrate de Kirghizie a alors été nommé Premier-Ministre par la Présidente Roza OTOUNBAEVA et chargé de former un gouvernement de coalition, tandis qu'Akhmatbek KELDIBEKOV du Parti Ata-Jourt devenait Porte-Parole du Parlement. Le Parti Ar-Namys et le Parti Socialiste Ata-Meken ont alors rejoint l'opposition parlementaire, sans pour autant associer leurs vues dans l'opposition. Cette coalition reste encore fragile et le Premier-Ministre a encore affirmé au début du mois de Mars 2011 qu'elle pouvait tomber à tout moment, face à tant d'intérêts divergents. D'autant plus que les partis qui n'ont pas obtenu 5 % des voix aux dernières élections législatives et qui, pour cette raison, n'ont pas obtenu de représentation parlementaire, se sont regroupés dans une large coalition extra-parlementaire et ont nommé un gouvernement alternatif non officiel. Les élections présidentielles prévues en Décembre 2011 et auxquelles Roza OTOUNBAEVA a affirmé ne pas vouloir se présenter, risquent encore de bouleverser les lignes, même si aujourd'hui le Premier-Ministre est devenu par l'adoption du système parlementaire le premier personnage de l'Etat.

Autre point, celui-ci inquiétant, la démocratie, parce que basée sur le nombre d'électeurs, donne dans le cas kirghiz systématiquement l'avantage numérique au sud du pays, conservateur, traditionnel et plus islamisé. L'islamisation de la vie politique et de l'administration est ainsi insidieusement imposée peu à peu par votes parlementaires par les députés du sud à l'ensemble du pays et menace à la fois la laïcité constitutionnelle de l'Etat et sa cohésion géographique. Ainsi, les députés du Parti Ata-Jourt et du Parti Républicain, avec la neutralité bienveillante de ceux du Parti Ar-Namys essaient d'imposer des mesures en faveur de l'islam politique : Cours obligatoires sur l'islam dans toutes les écoles publiques pour tout élève âgé de plus de deux ans, de tradition musulmane comme non-musulmane, installation de salles de prières au Parlement, souhait d'officialiser la polygamie... Ces mesures d'islamisation de la vie publique présentent le mérite de rassembler provisoirement Kirghiz et Ouzbeks dans le sud kirghiz autour de lignes communes, le

facteur religieux étant l'un des rares liens d'accord entre ces deux communautés. Mais, elles contribuent en revanche à diviser le sud du nord du pays, où les nouveaux mouvements de christianisation progressent et qui est traditionnellement plus industrialisé, russifié, européenisé et ouvert aux mouvements démocratiques (une menace de boycott de l'impôt sur les sociétés par les entrepreneurs nordistes était brandie en cas d'application de telles mesures discriminatoires). Ces mesures sont d'autant plus inquiétantes que les élections législatives ont amené des résultats croisés et inversés entre le nord et le sud du pays. Ainsi, là où le Parti Social-Démocrate de Kirghizie obtenait plus de 60 % des voix dans le nord du pays, il en obtenait moins de 30 % dans le sud. Inversement et de manière plus prononcée, alors que le Parti Ata-Jourt récoltait plus de 90 % des voix dans les zones rurales du sud, il n'a nulle part franchi la barre des 10 % dans le nord. Enfin, phénomène curieux mais compréhensible, les Ouzbeks, principales victimes des pogroms interethniques d'Och, ont voté à plus de 75 % pour le Parti Ar-Namys, qui n'est pas démocratique, mais qui prône la tolérance intercommunautaire. La recherche d'un protecteur fort et leur forte religiosité les ont sans doute conduits à délaisser les formations démocratiques traditionnelles. La grande majorité du Parti Social-Démocrate de Kirghizie, avec l'assentiment de la Présidente et du Premier-Ministre, ont au nom de la défense de la laïcité refusé de ratifier l'adoption des lois religieuses par le Parlement, avec le soutien du Parti Socialiste Ata-Meken, en première ligne dans le combat pour la promotion de la laïcité dans le pays.

c- La Kirghizie : Un laboratoire d'expériences politiques nouvelles ou un chaudron centrasiatique ?

Les événements d'Avril 2010 en Kirghizie ont immédiatement suscité la méfiance des Etats voisins, tous dirigés par des régimes autoritaires. Il faut dire que cette méfiance existait déjà, étant donné que les mouvements d'opposition de ces Etats ont toujours traditionnellement trouvé refuge à Bichkek. Mais, la répression menée au nom de la lutte contre le terrorisme par l'ancien dictateur BAKIEV avait fini par démanteler certains de ces mouvements, particulièrement les groupes autonomistes ouïgours. L'arrivée de la démocratie en Kirghizie a donc redonné vie à l'expression de ces divers groupes d'opposition, qu'ils fussent démocrates, nationalistes ou islamistes. L'islamisme est désormais bel et bien présent en Kirghizie, essentiellement implanté dans le sud du pays et comportant quelques militants à Bichkek et dans les grandes villes. Les islamistes se regroupent en deux mouvements. Le Hizb-out-Tahrir (Parti de la Libération) est un mouvement islamiste internationaliste fondé par un Palestinien à Londres en 1950 et aujourd'hui bien implanté dans chaque république d'Asie centrale, qui cherche à islamiser la société par le bas avant de s'approprier pacifiquement du pouvoir politique par la voie des urnes. A la stratégie du Hizb-out-Tahrir, s'oppose la confrontation violente du Mouvement Islamique du Turkestan (anciennement Mouvement Islamique d'Ouzbékistan), composé principalement d'Ouzbeks, qui exige la création d'un califat islamique, au départ basé dans la Vallée du Fergana, puis étendu ensuite à l'ensemble de l'Asie centrale. Le Mouvement Islamique du Turkestan est aujourd'hui concurrencé par le Daïchoul-Mahdi (l'Armée du Mahdi), un groupe qui poursuit les mêmes objectifs, mais qui est plutôt formé de Kirghiz ethniques déracinés (l'islam radical s'oppose autant aux valeurs occidentales qu'aux valeurs kirghize nomades et recrute plutôt chez les Kirghiz islamisés du sud du pays ou déshérités des banlieues des grandes villes), et qui n'hésite pas à poser régulièrement des bombes à Bichkek et à Och. Ces deux groupes islamistes radicaux ont des connections avec le réseau Al-Qaïda en Afghanistan et sont alimentés par les trafics de drogue et d'armes. Ils jouissent aussi de points de repli dans les

différentes enclaves étrangères (ouzbèkes et tadjikes) du sud de la Kirghizie, en marge du développement économique et pommes de discorde entre Bichkek, Tachkent et Douchanbe .

La Chine, la Russie et les Etats-Unis ont réagi de manière contrastée aux derniers événements kirghiz. Nous rappellerons tout d'abord que Washington (en 2001) et Moscou (en 2003) ont installé chacun leur base militaire, à une vingtaine de kilomètres seulement l'une de l'autre, sur le territoire kirghiz, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Pourtant, même si la Russie, la Chine et les Etats-Unis semblent avoir été surpris par le caractère « imprévisible » et la rapidité des événements en Avril 2010, leur réaction a été différente. La Russie a, dès le lendemain de la révolution d'Avril, reconnu le nouveau pouvoir politique à Bichkek et lui a immédiatement offert son assistance économique et militaire. En revanche, Moscou reste toujours tiède face au système parlementaire instauré à Bichkek et qui fait des émules partout dans la région, jusqu'aux grandes villes russes. La Chine a maintenu son attitude neutre et pragmatique, souhaitant s'entendre et commercer avec quelconque autorité politique en place et lui apporter son concours dans sa lutte contre le terrorisme. Les Etats-Unis, aveuglément suivis par une Union Européenne (UE) ignorante et complice, ont continué à soutenir l'ancien dictateur BAKIEV bien après la révolution et tandis que le sang coulait le 07 Avril à Bichkek, Maksim BAKIEV négociait encore des contrats militaires au Pentagone. Washington n'a commencé à prendre ses distances avec l'ancien régime qu'au cours de l'été 2010, à la suite des événements d'Och et de Djalal-Abad. Aujourd'hui, les Occidentaux, tous Etats confondus, apportent un timide soutien au nouveau pouvoir, mais leur manque réel de connaissances sur la question kirghize les empêche de pouvoir plus clairement prendre position sur la Kirghizie, dont ils ignorent la singularité historique dans la zone, et cette négligence incite régulièrement la Présidente kirghize à devoir entamer des campagnes de promotion de son pays en Europe, comme aux Etats-Unis.

II - BIOGRAPHIE DE ROZA OTOUNBAEVA

23 Août 1950 : Naissance de Roza OTOUNBAEVA à Och

- Enfance passée à Och, Naryn et Bichkek, dans la tradition soviétique

1972 : Diplômée de Philosophie à la Faculté de Philosophie de l'Université de Moscou (Moscou)

- Professeur de Philosophie, puis Chef de la Faculté de Philosophie à l'Université Nationale Kirghize (Frounze/Bichkek)

1975 : Diplômée d'un Doctorat de Philosophie

- Sujet de la thèse : « Critique de la falsification de la dialectique marxiste-léniniste par les philosophes de l'Ecole de Frankfort »

1981 : Entrée au Parti Communiste d'Union Soviétique comme Second Secrétaire du Comité de l'Arrondissement Lenin à Frounze (Bichkek)

Années 1980 : Présidente de la Commission de l'URSS à l'UNESCO sous la direction de M. Edouard CHEVARNADZE, dernier Ministre des Affaires Etrangères de l'URSS, puis Ambassadrice de l'URSS en Malaisie

1992 : Ministre des Affaires Etrangères sous la Présidence d'Askar AKAEV

1994 : Ambassadrice de la République Kirghize à Washington

1998 : Ambassadrice de la République Kirghize à Londres

2002 : Présidente de la Commission des Nations Unies sur la Géorgie

2004 : Fondation du Parti Ata-Jourt (différent du Parti Ata-Jourt actuel)

- Empêchée par une loi spéciale des autorités kirghize de se présenter aux élections législatives de Février-Mars 2005

24 Mars 2005 : Participation active à la révolution de 2005

Mars 2005 : Ministres des Affaires Etrangères sous la Présidence BAKIEV

Juillet 2005 : Démission en raison de son opposition à la préparation par le Parlement d'une nouvelle Constitution non démocratique, assurant la toute-puissance du Président BAKIEV, adoptée en Novembre 2006

Décembre 2007 : Fondation du Parti Social-Démocrate de Kirghizie

Octobre 2009 : Présidente du groupe parlementaire du Parti Social-Démocrate de Kirghizie

07 Avril 2010 : Participation active à la Révolution de 2010. Présidente du Gouvernement Provisoire de la République Kirghize

03 Juillet 2010-31 Décembre 2011 : Présidente intérimaire de la République Kirghize

- Divorcée. Deux enfants. Russophone, anglophone, francophone et germanophone.

III - LE DEROULEMENT DE SA VISITE A PARIS ET LES THEMES EVOQUES ET DEBATTUS

- a- 02 Mars 2011 - La rencontre entre Roza OTOUNBAEVA et le Ministre français des Affaires Etrangères et Européennes, Alain JUPPE (<http://www.24kg.org/politic/94480-roza-otunbaeva-poprosila-mid-franci-podderzhat.html>)**

Roza OTOUNBAEVA s'est entretenue avec le Ministre français des Affaires Etrangères et Européennes, Alain JUPPE, sur un soutien éventuel de la France pour faire entrer la Kirghizie au Conseil de Sécurité des Nations-Unies en tant que membre non-permanent, puis elle s'est entretenue avec le Ministre français des Affaires Etrangères et Européennes sur la situation actuelle en Kirghizie. Le Chef de l'Etat kirghiz a alors attiré l'attention sur la résistance des partisans de l'ancien régime face au processus de transformation démocratique et le scepticisme des Etats voisins et de la Russie sur l'introduction d'une forme parlementaire de gouvernement. « Mais beaucoup a été fait pour s'assurer que le système fonctionnait. L'opposition est garantie de larges pouvoirs et deux des principales commissions du parlement qui lui sont réservées. De nombreux autres freins et contrepoids ont d'autre part été mis en œuvre pour assurer la transparence du pouvoir de l'Etat » a déclaré Roza OTOUNBAEVA, à sa sortie du Quai d'Orsay.

b- 02 Mars 2011 - Le discours de Roza OTOUNBAEVA devant la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale (http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cafe/10-11/c1011040.asp#P12_190)

Invitée par le groupe d'amitiés France-Kirghizie de l'Assemblée Nationale et son Président, Jean-Paul CHANTEGUET, par ailleurs député du Parti Socialiste, (<http://www.assemblee-nationale.fr/13/international/kirghizistan-2011-video.asp>) Roza OTOUNBAEVA a prononcé un discours devant la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, puis répondu aux diverses questions des députés de la Commission. Voici en son intégralité le discours, accompagné des réponses apportées aux questions des parlementaires présents :

Le discours : « Mesdames et Messieurs les Députés de l'Assemblée Nationale française, c'est pour moi un grand honneur de m'exprimer devant vous. J'ai appris un peu le français autrefois, en Avignon, mais j'ai malheureusement presque tout oublié. Aussi m'exprimerai-je en russe.

À la fin des années 1980, lors de la *glasnost* et de la *perestroïka*, M. CHEVARNADZE m'avait demandé de participer à la création d'une Commission de l'URSS pour l'UNESCO, Commission dont je suis devenue Présidente. J'ai eu alors, à ce titre, l'occasion de venir plusieurs fois à Paris, et je suis très heureuse d'y revenir en tant que Présidente d'une République indépendante.

Notre délégation, composée de deux membres du Gouvernement et de plusieurs députés, dont la Vice-Présidente de l'Assemblée, était hier à Bruxelles pour présenter notre République et exposer les questions qui intéressent son développement. La Conférence de l'Initiative pour la transparence des industries extractives, à laquelle nous participons, me donne aujourd'hui l'occasion de vous rencontrer.

Les énergies extractives occupent en effet une place essentielle dans notre économie. De grandes entreprises, notamment nord-américaines, travaillent sur des gisements d'or parmi les plus importants du monde, estimés à 700 tonnes, dont les deux tiers ont déjà été exploités. Notre pays, montagneux, dispose par ailleurs d'importantes ressources en eau qui approvisionnent les pays voisins, comme l'Ouzbékistan. Il possède aussi de grandes centrales hydrauliques, mais les infrastructures étant quelque peu désuètes, les coupures d'électricité sont fréquentes, ce qui est un paradoxe au regard des ressources.

Au cours des cinq dernières années, notre pays a connu des bouleversements. Notre Parlement, comme chez certains de nos voisins, était dominé avant 2010 par un seul parti, qui détenait 70 des 90 sièges. Il était très difficile de s'y faire entendre. C'est dans ces conditions que notre opposition a atteint le point de rupture à l'origine des événements d'Avril 2010. La foule qui s'est rendue alors devant le palais présidentiel pour demander la démission de M. BAKIEV fut accueillie par des balles : 87 personnes y laissèrent la vie et des centaines d'autres furent blessées ; certaines meurent encore aujourd'hui des suites de leurs blessures. Le 07 Avril, avec mes collègues de l'opposition, je me suis rendue au Parlement pour exiger, et finalement obtenir, la capitulation du pouvoir en place. Nous avons alors promis de réécrire la Constitution pour instaurer un régime parlementaire et d'organiser des élections législatives.

Après le référendum du 27 Juin dernier, des élections législatives libres, démocratiques et transparentes ont été organisées le 10 Octobre. Des contestations ont rendu nécessaire un

recomptage des voix, terminé en Décembre. Cinq groupes parlementaires se partagent les 120 sièges, parmi lesquels un parti d'opposition nationaliste arrivé en tête des élections. Un nouveau Gouvernement a également été formé, au sein duquel sont représentés les trois partis qui forment la majorité. Nous sommes très fiers d'avoir montré qu'un tel processus démocratique était possible en Asie centrale et dans les pays de l'ancienne URSS.

Si mes prérogatives sont relativement étendues - les forces de l'ordre, à travers le ministère de la sûreté, sont sous mon contrôle -, notre pays vit désormais sous le régime de la séparation des pouvoirs, avec des institutions permettant les échanges démocratiques. Il est cependant confronté à de graves problèmes économiques et financiers, et le projet de budget en est à sa troisième lecture. Au Parlement, la Commission des Finances et celle de l'Ordre Public sont dirigées par des membres de l'opposition : autant vous dire que toutes les dépenses du Gouvernement sont passées au crible ! Par souci d'économies, je n'utilise quant à moi que des vols réguliers pour tous mes déplacements, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Bien qu'une telle organisation politique soit incompréhensible pour nos voisins - le Président MEDVEDEV nous a affirmé sans détours qu'elle n'était pas viable -, nous nous efforçons, jour après jour, de suivre notre chemin. Notre pays, dont certains territoires étaient inclus autrefois dans le grand Khanat [de Kokand], a hérité d'une longue tradition nomade : les particularismes y sont relativement marqués, notamment entre le nord et le sud, et les influences ouzbèkes se font sentir à l'ouest. Mais il forme une seule et même nation, que ce soit au regard de la langue, de la culture ou de la religion. Nos problèmes, bien qu'encore nombreux, sont au fond ceux de n'importe quel pays naissant.

Malgré notre arrivée au pouvoir, le dan BAKIEV a gardé la main sur de nombreuses richesses qu'il avait privatisées à son profit ; il a d'ailleurs tout tenté pour nous renverser. Un peu partout dans le pays, nos forces de l'ordre ont dû affronter des bandes criminelles armées, notamment le 10 Juin dernier, dans le sud, où le nouveau pouvoir, encore faible, n'a hélas pu empêcher la répétition des violences de 1990. La Kirghizie étant au carrefour de nombreux trafics de drogue, certains souhaitent un retour au régime de M. BAKIEV, qui, en son temps, avait d'ailleurs essayé de prendre le contrôle de ces trafics.

Selon une Commission nationale indépendante, les affrontements de l'an dernier ont fait quelques 450 victimes ; de nombreux autres rapports, livres et articles y seront consacrés, et publiés avec la plus grande transparence : si nous voulons que de telles violences ne se reproduisent plus, il faut en identifier les causes profondes. L'édification d'un vrai pouvoir judiciaire reste aussi, à cet égard, une tâche essentielle.

Notre pays est encore faible, mais il ne veut plus vivre sous des régimes autocratiques. Il a déjà chassé deux présidents et s'est forgé, dans l'épreuve, une Histoire politique. Nous souhaitons un système éducatif ouvert, et nous avons garanti les libertés de la presse, d'expression et de réunion - notre voisin russe, par exemple, ne peut pas en dire autant. Bref, nous faisons tout pour installer un régime démocratique, et souhaitons que l'Occident nous aide dans cette tâche. Le fait est que les agissements de M. BAKIEV, dont les frères peuvent voyager librement dans le monde entier alors qu'ils ont sucé le sang du peuple kirghiz, n'ont pas suscité les mêmes réactions que ceux de M. KADHAFI. Quant à nos demandes d'extradition de membres de la famille BAKIEV installés en Turquie, en Irlande ou en Allemagne, elles sont restées lettres mortes ; ces personnes jouissent

même souvent d'un statut de réfugié, quand elles n'obtiennent pas la citoyenneté, car elles ont beaucoup investi dans ces pays. Il faut mettre un terme à cette situation et construire l'avenir plus juste que nous appelons de nos vœux ».

Les réponses aux questions des parlementaires de la Commission : « Nous souhaitons ouvrir une Ambassade en France, Monsieur CHANTEGUET. Je remercie votre pays d'avoir ouvert l'an dernier une ambassade sur notre territoire : il est, en Europe, le deuxième à l'avoir fait après l'Allemagne. Si l'UE a elle aussi une représentation diplomatique, les États qui la composent sont encore peu présents au sein de notre lointain pays. De nombreux touristes français le découvrent désormais pour le visiter ou y transiter sur le chemin de la Chine, et un certain nombre de vos concitoyens ont écrit des livres sur la Kirghizie. Ces liens d'amitié nous sont très chers.

Toutes proportions gardées, certains agissements du pouvoir précédent étaient comparables à ceux que l'on observe aujourd'hui en Libye ; pourtant, nul ne s'en était ému - certains nous considéraient sans doute comme des sauvages ! Aujourd'hui, un article de l'*International Herald Tribune* évoque l'Ukraine, l'Indonésie et la Mongolie, mais ne dit pas un mot de ce pays du fin fond de la province du monde qu'est la Kirghizie. La communauté internationale s'est montrée très critique à notre rencontre, mais nous nous relevons progressivement ; nous avons ainsi trouvé des logements temporaires pour la population ouzbèke à Och, ce dont nos voisins d'Asie ne nous font guère crédit.

Les événements du 07 Avril et du 10 Juin 2010 sont les maillons d'une même chaîne, qui a fait se succéder révolution et contre-révolution. Alors que nous allons bientôt commémorer le premier anniversaire de ces événements, le Fonds Monétaire International nous invite à les évaluer avec sévérité et objectivité. On voit aujourd'hui M. KADHAFI s'accrocher au pouvoir ; mais personne ne peut endiguer la soif de liberté d'un peuple. Dans la Révolution orange en Ukraine comme dans notre Révolution des Tulipes, certains ont voulu voir la main de l'Occident, mais il n'en est rien : dans les deux cas, c'est le peuple seul qui s'est soulevé contre un pouvoir autoritaire.

Il est vrai que les femmes, en Kirghizie comme dans de nombreux pays asiatiques, sont particulièrement vulnérables ; aussi avons-nous pris des mesures en leur faveur, par exemple pour leur assurer la présidence d'au moins 30 % des commissions électorales. Malheureusement, le nouveau Parlement ignore ces décisions et attribue tous les postes aux hommes. C'est là une attitude que je ne cesserai de combattre. Il ne suffit pas que le pays soit présidé par une femme pour que l'égalité soit garantie.

Les femmes sont également victimes de violences au sein de certaines minorités, notamment la minorité ouzbèke ; en tant que femme, et aujourd'hui Présidente de la République, je me battraï jusqu'au bout pour garantir leurs droits.

M. BAKIEV est en effet en Biélorussie, Madame AMELINE : le Président Loukachenko lui a réservé un accueil chaleureux, et l'on dit même qu'il dirige une usine militaire ; par ailleurs, de nombreuses personnes ont trouvé refuge à l'ambassade biélorusse à Bichkek. Évidemment, tout cela nous choque, et nous ne savons pas comment évoluera le contexte international en ce domaine ; quoi qu'il en soit, la France a fait beaucoup.

S'agissant de la Constitution, Monsieur CHANTEGUET, nous avons opté pour un régime parlementaire ; ce n'est pas le chemin le plus facile, il suppose un grand engagement des députés

chargés de faire les lois. Certains y rechignent d'autant plus qu'ils restent sceptiques sur la pérennité de ce régime et s'attendent à un retour au système présidentiel. Autour de nous, seules la Mongolie et la Turquie ont un régime parlementaire : nous sommes donc relativement isolés. Dans ces conditions, notre volonté et notre engagement seront essentiels.

Nous avons donc beaucoup de travail devant nous, et nous avons besoin de votre attention. La Kirghizie, nous en sommes conscients, n'est pas au premier rang des préoccupations françaises : certains pays d'Afrique ou du sud-est asiatique vous sont historiquement plus proches ; quant à notre pays, c'est la Russie qui est son allié stratégique.

Néanmoins la France reste à nos yeux un grand pays, symbole d'égalité et de liberté. Nous souhaitons concrètement bénéficier d'une aide de sa part pour mettre en place notre système judiciaire et renforcer notre police, car, sur ce dernier point, la mission de l'OSCE vient seulement de commencer ses travaux. D'autres réformes doivent être menées, à l'instar de celles réalisées par M. SAAKACHVILI en Géorgie.

Nous avons aussi besoin d'une assise économique et financière plus solide, notre impasse budgétaire restant considérable. Nous espérons à cet égard qu'une redistribution aura lieu dans le cadre du G8. Sans tout attendre de la France, de l'UE ou de l'OSCE, nous comptons sur leur aide. Nous vous remercions de rester à nos côtés, même dans nos heures les plus difficiles ».

« L'OSCE, par l'intermédiaire du Haut-Commissaire aux minorités, suit, depuis au moins quinze ans, la situation dans la Vallée de Fergana, qui nécessite aujourd'hui une attention accrue. Deux frontières suscitent mon inquiétude : celle qui sépare la Kirghizie et le Tadjikistan, et celle du Tadjikistan et de l'Afghanistan, que j'aimerais voir renforcée dans la mesure où les Taliban sont de plus en plus actifs dans le Nord afghan. L'OSCE, compte tenu de ses multiples compétences, est l'une des rares organisations de sécurité capable d'opérer sur notre territoire en matière de liberté d'expression et d'autres droits ; les autres, à commencer par l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, n'interviennent que pour des conflits extérieurs : nous n'avons donc reçu aucune aide internationale lors des affrontements de Juin dernier. Pourtant, la question de la sécurité décidera de notre avenir démocratique.

Quant à la base militaire de Manas, nous avons signé un accord pour qu'elle reste opérationnelle jusqu'en 2014. La question de l'approvisionnement des avions est en cours de règlement : les entreprises doivent agir dans la transparence, et non de façon clandestine.

S'agissant de l'activité de la Fondation Aga-Khan dans la région, je rencontrerai prochainement les dirigeants du Kazakhstan et du Tadjikistan pour évoquer certains programmes, notamment en matière de lutte contre la pauvreté : les problèmes sont d'une ampleur telle qu'il faudrait aller plus vite.

J'en viens aux minorités. La crise de Juin dernier a déclenché, il est vrai, une vague de nationalisme. Pourtant, si certains partis prônent dans votre pays la fin du multiculturalisme, on n'observe rien de tel chez nous : il est plutôt question d'intégrer les minorités, dont les cultures sont d'ailleurs très proches, sur la base d'un développement multiethnique dans l'ensemble des services de l'État ; cette question occupe d'ailleurs un département au sein de toutes les instances du pouvoir, à commencer par l'administration présidentielle, à la tête de laquelle j'ai nommé un Ouzbek. Nous entendons, ce

faisant, adresser un signe à la société tout entière et lui montrer la voie. J'espère bénéficier du soutien du Parlement en ce domaine, notamment du Parti Ata-Jourt, qui a obtenu la majorité des voix aux dernières élections ».

« Monsieur GUIBAL, j'ai étudié il y a bien longtemps, à l'Université de Moscou, la philosophie dialectique et la doctrine communiste, avant de soutenir une thèse sur l'École de Francfort - Marcuse, Habermas et Adorno - comme courant néo-marxiste en Allemagne. Si ma vie a pris ensuite un nouveau tournant, je continue de défendre les idées du Parti Social-Démocrate de Kirghizie, bien que je l'aie récemment quitté. La Journée de la femme du 08 Mars, qui fêtera bientôt ses cent ans, tient par ailleurs une place importante dans les pays de l'ancienne URSS : Rosa Luxemburg ou Clara Zetkin restent des figures familières de notre paysage culturel.

Nous partageons avec la Chine, Monsieur LUCA, une frontière de près de 1 000 kilomètres. Ce pays nous a beaucoup aidés au cours des dernières années, et nous entretenons d'étroites relations avec lui. Aussi bien les pays qui nous entourent connaissent-ils un développement rapide, qu'il s'agisse de la Chine, de la Russie, ou du Kazakhstan ; nous devons les suivre, malgré les difficultés liées à nos deux révolutions récentes. Nous ne sommes pas des Che Guevara : nous voulons tirer bénéfice de nos ressources naturelles et nous développer économiquement.

À cet égard, l'Initiative pour la transparence des industries extractives, comme son nom l'indique, vise à rendre transparentes les sommes que les entreprises versent aux pays concernés. En 1994, malgré nos demandes, nous n'avions pu savoir combien touchaient les intermédiaires, et les accords passés à cette époque manquaient de transparence. Le cours de l'or est élevé et nos ressources sont importantes, mais, pour les exploiter, les entreprises devront passer par des appels d'offres publics. Nous possédons aussi des gisements de métaux rares, utilisés dans les technologies de pointe, ainsi que du charbon et de nombreux autres minéraux. Nous n'entendons pas être les récipiendaires éternels de votre aide : nous voulons nous remettre sur pied.

Quant au vent de liberté qui souffle actuellement en Afrique du Nord, il nous est difficile d'en juger. Notre petit pays souhaiterait devenir, l'an prochain, membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Notre groupe asiatique aurait ainsi trois représentants : les îles Fidji, le Pakistan et la Kirghizie. Notre peuple en a assez de vivre dans l'ombre : il a soif de liberté et veut participer aux affaires du monde. Les pays d'Afrique du Nord traversent sans doute des moments historiques ; mais je me garderai bien d'en juger. En tout cas, j'espère qu'on ne vérifiera pas ce que dit une célèbre chanson russe, que si les révolutions ont toujours un commencement, elles n'ont jamais de fin ».

« En Mai, lorsque nous préparions le référendum constitutionnel, la question s'est posée de savoir s'il fallait repousser les élections législatives pour les faire coïncider avec les présidentielles. Compte tenu du climat de violence, cela n'était pas envisageable. Après l'adoption du référendum le 27 Juin, je suis devenue la seule responsable légitime, puisque toutes les institutions de l'ancien pouvoir avaient été mises à bas. Reste que je n'ai pas été élue par le suffrage populaire ; c'est pourquoi nous avons décidé de limiter mon mandat provisoire. Certains souhaitaient qu'il dure trois ans, d'autres un an et demi ; c'est cette dernière durée qui a finalement été retenue. L'autre condition était que je ne me présente pas aux futures élections présidentielles, ce que j'ai accepté. Il faut sortir notre pays de l'ornière et du vide politique : j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour atteindre cet objectif, et j'espère, par la même occasion, avoir montré que les femmes pouvaient apporter une contribution à l'Histoire ».

c- **03 Mars 2011 - La conférence de Roza OTOUNBAEVA à l'Académie Diplomatique Internationale** (<http://www.academiediplomatique.org/fr/page20.xml>)

La Présidente kirghize a donné une conférence à l'Académie Diplomatique Internationale sur le thème « Reflections on Democratic Changes in Central Asia : The Kyrgyz Case ».

- **L'organisation de la conférence** : Roza OTOUNBAEVA était assistée dans sa conférence par Marie-Hélène BERARD, Consul Honoraire de la République Kirghize à Paris, qui organisait la séance et les échanges en anglais entre la Présidente et l'assistance, en majeure partie composée de diplomates français et étrangers, de quelques chercheurs français et de représentants étudiants de la diaspora kirghize. La conférence s'est tenue de 18 heures à 20 heures, avant de s'achever par des échanges informels entre la Présidente et l'assistance et un cocktail. Michèle KAHN et David GAÜZERE y représentaient le Parti Socialiste. David GAÜZERE a remis en mains propres à la Présidente un exemplaire de son ouvrage, *Les Kirghiz et la Kirghizie à l'époque contemporaine : La construction d'un Etat-Nations*, publié en Septembre 2010 aux Editions Universitaires Européennes, et demeurant encore aujourd'hui la seule référence traitant de la question kirghize dans sa globalité géographique, historique et politique à avoir été rédigé dans une langue occidentale. Roza OTOUNBAEVA l'a remercié pour l'intérêt porté à son pays et lui a exprimé toute sa reconnaissance pour « avoir été aux côtés des patriotes le 07 Avril 2010, sur la Place Ala-Too à Bichkek ».
- **Résumé du discours de Roza OTOUNBAEVA et de ses réponses apportées aux questions posées** : Le discours : « La République Kirghize compte de nombreux Etats partenaires et amis dans le monde, mais la communauté internationale a été surprise par la tournure des événements en Avril et Juin 2010. Trois scénarii possibles s'offraient alors à cette jeune république d'Asie centrale : Le scénario russe, reposant sur un régime autoritaire, « vertical » et militaire, assujetti à une Russie caressant de nouveau des rêves de renaissance impériale, le scénario occidental, en expansion, reposant sur l'adoption d'une république parlementaire et décentralisée, permettant l'expression de tous les courants politiques et garantissant un degré d'autonomie aux régions administratives et le scénario islamiste, visant à l'établissement d'un califat unique et étendu à toute l'Asie centrale. La République Kirghize, à l'image de la région, connaît également une montée des nationalismes et des conflits interethniques sur fond de pauvreté et de détresse sociale. La crise identitaire née des bouleversements de ces vingt dernières années et la globalisation traduisent cette montée de l'intolérance. Les besoins d'une transformation de fond niant les apports du modèle soviétique et d'un modèle de développement pluriethnique et la recherche d'un repositionnement par rapport à la Russie ne pourront mener qu'à l'échec. La situation de la République Kirghize est aujourd'hui stabilisée, mais cette stabilité est encore fragile, face à la dépendance du pays de ses voisins et à l'absence de structures étatiques efficaces, où les intérêts privés priment encore trop souvent sur le bien public. Pourtant la montée du parlementarisme dans le pays est un point bénéfique. Encore faut-il que les partis se regroupent sur des bases électorales solides. Il vaut mieux en effet un nombre limité de partis représentatifs de l'opinion qu'un florilège de micro-partis ne rassemblant guère plus d'une dizaine d'adhérents et ne survivant pas à chaque élection. Il faut que les partis aient une large base, nationale et non régionale, et ne défendent pas des intérêts particuliers. Il nous faut aussi démocratiser les media publics en donnant plus de crédits aux journaux

officiels, pour une information plus étayée et en favorisant l'émergence de groupes de presse et de chaînes TV privés. Il nous faut encore encourager l'économie de marché à partir de structures saines. Pour ce faire, il nous faut lutter contre les pratiques autoritaires et claniques dans le sud et les régions isolées du pays, où les nouvelles idées libérales et démocratiques ont toujours du mal à passer. Le climat régional n'est pourtant pas facile, car nos voisins se méfient du régime parlementaire mis en place à Bichkek. Mais, nous devons coûte que coûte établir des partenariats bilatéraux et régionaux pour coordonner nos efforts communs en matière d'aide et d'assistance face aux catastrophes sociales et environnementales. Je reste, malgré tous les défis qui nous attendent, optimiste sur l'avenir de la République Kirghize ».

Les réponses aux questions de l'assistance : « Notre Parlement comprend une coalition de trois partis (le Parti nationaliste Ata-Jourt, le Parti Social-Démocrate de Kirghizie et le Parti Républicain. Deux autres partis se trouvent dans l'opposition parlementaire : Le Parti Ar-Namys et le Parti Socialiste Ata-Meken ». « Nous avons lancé une campagne d'éradication de la corruption dans le gouvernement et les grandes entreprises ». « Seul l'Occident ne perçoit uniquement qu'une rivalité entre les Etats-Unis et la Russie, qui ont chacun une base militaire sur le territoire national. Je ne nie pas que cette rivalité existe, mais les deux puissances se retrouvent le plus souvent ensemble à échafauder des stratégies communes pour lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue ». « Je félicite le nombre toujours plus important chaque année de touristes français et belges à venir visiter notre beau pays. Je m'engage à simplifier à l'avenir les procédures d'enregistrement des nouvelles agences touristiques en République Kirghize et à maintenir notre système de visas actuel [depuis 2000, les visas de tourisme et d'affaires sont directement acheteables à l'Aéroport international de Manas pour tous les ressortissants de l'UE, de la Suisse, des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Corée du Sud et du Japon] ». « C'est un opportunisme sans frein qui caractérise la famille BAKIEV, qui en peu de temps a quitté son image de bourreaux pour se présenter en martyrs devant l'UE et y trouver l'asile et le statut de réfugié politique (et parfois même obtenir la nationalité du pays d'accueil). Cette famille avait déjà fait preuve d'opportunisme dans le passé vis-à-vis de la Russie, lui monnayant son soutien en 2005, avant de la trahir ensuite en 2009 après avoir obtenu et détourné à son profit les crédits d'Etat obtenus ».

d- 03 Mars 2011 - Les rencontres annexes de Roza OTOUNBAEVA en France

Roza OTOUNBAEVA a aussi profité de son séjour à Paris pour se rendre à l'UNESCO, au Sénat, au Ministère de la Justice, visiter l'Institut National des Langues et des Civilisations Orientales et rencontrer le Président de la Fédération Française de Foot-Ball, Fernand DUCHAUSSOY. « La victoire des athlètes kirghiz dans l'arène sportive mondiale a soulevé les esprits des personnes qui ont vécu la tragédie de Juin. Le sport joue un rôle particulier en encourageant les gens à faire le bien. Nos partenaires nous soutiennent dans le renforcement de notre économie et la stabilisation de notre système politique, mais nous avons besoin de l'appui du développement du sport » a affirmé la Présidente à l'issue de cette dernière rencontre.

IV - QUELLES PERSPECTIVES DU PARTI SOCIALISTE VIS-A-VIS DE LA KIRGHIZIE ?

a- La déconnection du Quai d'Orsay dans le dossier kirghiz

Il est clair que le Parti Socialiste a une immense carte à jouer dans l'établissement de relations diplomatiques saines et durables entre la France et la Kirghizie. Pour ce faire, une meilleure connaissance de la région et une coordination plus efficace de nos acteurs politiques, militaires et scientifiques doit prévaloir. En effet, si la France accuse aujourd'hui un certain retard dans la connaissance du dossier kirghiz, celui-ci s'explique par trois raisons :

- La perception de la question kirghize comme un enjeu périphérique et l'ignorance de sa singularité en Asie centrale

Jusqu'en Juin 2010, la France ne disposait que d'une représentation diplomatique en Kirghizie. Les questions consulaires étaient traitées à l'annexe de l'Ambassade de France, à Almaty au Kazakhstan, pendant que l'Ambassade d'Allemagne à Bichkek s'occupait de la délivrance des visas touristiques et d'étude de type Schengen. Un attaché de coopération économique, un attaché de coopération militaire et un attaché de coopération culturelle formaient le personnel diplomatique français permanent à Bichkek. Pour tous, la Kirghizie n'était qu'un Etat périphérique de peu d'importance dans la zone au regard de ses voisins kazakh, ouzbek et chinois et la Kirghizie n'était analysée qu'au travers du prisme des rivalités hégémoniques internationales, la singularité historique et culturelle du peuple kirghiz restant superbement ignorée de nos diplomates. Depuis la transformation de la représentation en Ambassade en Juin 2010 et l'arrivée du nouvel Ambassadeur, Thierry FOURRIERE, l'Ambassade de France rattrape son retard européen sur sa connaissance de la question kirghize.

- L'absence de connections entre le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes et la Kirghizie

Le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes n'a pu prévoir les derniers événements survenus en Kirghizie pour plusieurs raisons. La Direction du Département d'Asie centrale, confiée à Eric MILLET, un ancien attaché économique en poste à Bichkek, ne prend ses décisions qu'à partir des comptes-rendus de l'Ambassade de France à Bichkek. Or, ces comptes-rendus ne peuvent présenter qu'une vision tronquée de la Kirghizie. Premièrement, le personnel local de l'Ambassade est exclusivement composé de membres de minorités ethniques et aucun Kirghiz n'en fait partie (ce choix est délibéré et revient à chaque recrutement par l'Ambassade). Les points de vue sont donc erronés, puisqu'ils ne reflètent que ceux de composantes minoritaires de la population. Ainsi, par exemple, l'Ambassade présentait les événements de Juin 2010 comme des pogroms exclusivement tournés vers la communauté ouzbèke. Or, s'il est exact que 80-90 % des victimes étaient de cette communauté, des Kirghiz ethniques ont aussi subi les frais des nationalistes kirghiz et ouzbeks et des hommes du clan BAKIEV. Secondement, le mépris du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes et de l'Ambassade pour la diplomatie associative et économique des expatriés coupe ces institutions des réalités du terrain et des liens unissant la communauté française expatriée à la France. Troisièmement, la concurrence entre le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes et le Ministère de la Défense (Direction du Renseignement Militaire) pour la gestion dossier kirghiz par la France empêche la définition de toute ligne politique claire.

- L'absence de prise en compte de l'avis des experts et de la communauté scientifique français sur la Kirghizie

La condescendance du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes et du réseau des Ambassades de France pour les experts et la communauté scientifique n'est pas une nouveauté. Mais, ses conséquences font que les avis de la communauté scientifique sont ignorés et que les institutions diplomatiques se retrouvent donc toujours devant le fait accompli lors de tout événement politique. La France, à la différence des Etats-Unis et de certains partenaires européens, n'a pas établi de liens de travail entre institutions diplomatiques et institutions universitaires et scientifiques. Si ces liens existaient, la politique diplomatique de la France en ressortirait incontestablement plus forte et lisible. Ainsi, encore à l'heure actuelle, les institutions diplomatiques se méfient des docteurs et évitent de les recruter à des postes d'attachés culturels ou de coopération scientifique, leur préférant de loin des personnes aux noms de famille célèbres dans les milieux diplomatiques, mais dont les compétences restent encore à démontrer sur le terrain. De même, le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes préfère recruter ses agents contractuels sur l'Asie centrale en favorisant la qualité linguistique au détriment de la connaissance de fond (nous nous retrouvons donc éternellement en face d'un personnel polyglotte, mais qui n'a rien à dire). Enfin, une fois en poste, les attachés culturels, dont les enveloppes ont été réduites comme une peau de chagrin, préfèrent engager des dépenses dans des événements culturels à court terme, souvent coûteux, plutôt que d'investir dans des coopérations universitaires, scientifiques ou professionnalisantes, dont ils ne comprennent pas, faute de formation adéquate, l'utilité.

La Kirghizie ne possède d'autre part pas d'Ambassade sur le sol français et ses intérêts en France sont défendus à Bruxelles. L'Ambassade de Kirghizie à Bruxelles couvre un domaine géographique trop important, regroupant les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique et la France. Même la présence d'un Consul Honoraire de la République Kirghize à Paris ne saurait masquer l'urgence d'établir une ambassade kirghize et d'autres consulats en France, dernier membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies où la Kirghizie n'est pas encore représentée.

En matière de liens diplomatiques avec la Kirghizie, le Parti Socialiste devrait donc à l'avenir :

- 1- Donner plus d'importance à la question kirghize, lui reconnaître une certaine singularité tout en ne la coupant pas des autres questions régionales, en Asie centrale.
- 2- Etablir des liaisons entre le personnel spécialisé sur l'Asie centrale du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, le personnel du Ministère de la Défense et la communauté universitaire et scientifique.
- 3- Créer des passerelles entre les diplomaties officielle, économique et associative.

b- Les liens de l'Internationale Socialiste

Heureusement, l'Internationale Socialiste a permis d'établir des contacts suivis entre le Parti Socialiste Français et le Parti Socialiste Kirghiz Ata-Meken en l'invitant les 15 et 16 Novembre 2010 comme membre observateur à l'Internationale Socialiste, à l'occasion de la venue de son Secrétaire Général, Omourbek TEKEBAEV, accompagné d'une délégation en France (**cf. en annexe n°3 le compte-rendu des débats entre la délégation kirghize du Parti Socialiste Ata-Meken et le groupe d'amitiés France-Kirghizie de l'Assemblée Nationale**). Le Parti Socialiste Français a par ce geste

envoyé un signal fort d'approbation et de soutien aux forces démocratiques kirghizes et parmi celles-ci, socialistes. Ce signal a ensuite été renouvelé par la présence de deux camarades, émissaires du Parti Socialiste, à la conférence donnée par la Présidente kirghize à l'Académie Diplomatique Internationale de Paris le 03 Mars 2011.

c- Quelles perspectives de coopération diplomatique pour le PS dans le dossier kirghiz ?

Le dossier kirghiz est donc complexe à gérer et représente une valeur de test pour les forces démocratiques occidentales. La Kirghizie se situe à la croisée des chemins. Les forces démocratiques y sont aujourd'hui en pleine expansion, encouragées par une jeunesse avide de changement, formées aux langues étrangères et ouverte sur le monde et les nouvelles technologies (la Kirghizie est aujourd'hui l'Etat de la Communauté des Etats Indépendant qui dispose le plus de cybercafés par habitant). En revanche, le maintien d'un haut niveau de pauvreté et l'absence de culture démocratique dans le sud du pays représentent toujours une menace pour sa stabilité.

Aussi, le rôle du Parti Socialiste Français dans le dossier kirghiz serait, en priorité, de :

- 1- Soutenir les forces démocrates et socialistes kirghizes dans la construction d'un Etat de droit.
- 2- Offrir l'expérience juridique de la France dans le domaine du parlementarisme et de la décentralisation.
- 3- Prendre plus de recul par rapport à la position américaine, considérer sur un pied d'égalité les trois approches géopolitiques du pays (américaine, russe et chinoise) et trouver des dénominateurs communs pour proposer des approches efficaces et combinées : Lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue...
- 4- Assurer une meilleure coordination dans le cadre de l'UE avec les autorités kirghizes pour faire face à des défis communs : Lutte contre le terrorisme (par la formation des gardes-frontières et de la police), la criminalité et le trafic de drogue (Programmes européens BOMCA et CADAP), parer aux menaces sur l'environnement, renforcer les programmes communs dans l'économie ou l'éducation (TEMPUS), trouver des solutions à la complexité de gestion des frontières, endaves et exclaves (la France est aussi confrontée à cette situation par la présence de l'endave espagnole de Livia et l'exclave française du Pays de Quint en Espagne).
- 5- Créer un « canal permanent de discussion » entre la France et la Kirghizie, par la diplomatie officielle, politique (par exemple, l'Internationale Socialiste), économique (présence d'agences touristiques « réceptifs » et d'entreprises « joint-ventures » franco-kirghizes en Kirghizie) et associative (organisations non-gouvernementales, associations franco-kirghizes en France et en Kirghizie, communautés expatriées dans nos deux pays, accords de coopération interuniversitaires et scientifiques, formations professionnalisantes, diplomatie du sport : Sports équestres, kick-boxing, rugby..., encouragement aux jumelages de villes et de régions...) et établir des passerelles entre l'ensemble de ces diplomaties, devant être interdépendantes pour démontrer une certaine efficacité.

Roza OTOUNBAEVA et son Premier-Ministre, Almazbek ATAMBAEV, expérimentent en ce moment la mise en place d'un système parlementaire en Kirghizie. Leur tâche n'est pas facile, face aux défis énoncés et à la méfiance des Etats voisins et de la Russie. La culture de partis est encore embryonnaire en Kirghizie. Le Parti Social-Démocrate de Kirghizie, dont Roza OTOUNBAEVA et Almazbek ATAMBAEV sont issus, est un grand parti en large majorité formé de démocrates, mais dont une fraction minoritaire de ses membres, issue du sud du pays, n'a pas encore assimilé toutes les valeurs démocratiques. Les forces démocratiques au Parlement et dans la rue sont d'autre part encore moins nombreuses que celles qui voudraient s'appuyer sur la détresse sociale du peuple, pour instituer un pouvoir fort et démagogique. Toutefois, parmi les forces démocratiques, le Parti Socialiste Ata-Meken au Parlement, le mouvement Ak-Choumkar (centriste, proche du Modem français) et les mouvements écologistes dans la rue, aux nombre d'adhérents chaque année en hausse significative, suscitent un espoir pour la vitalité démocratique de la Kirghizie et des structures sûres, sur lesquelles notre politique diplomatique pourra demain s'appuyer. Roza OTOUNBAEVA mettra fin à son mandat présidentiel le 31 Décembre 2011 et espère bien qu'un démocrate sera élu pour lui succéder et garantir à la fois la pérennité du système parlementaire et la stabilité politique et économique, nécessaires au développement de la Kirghizie.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

1- Ouvrages

ABAZOV R., *Historical Dictionary of Kyrgyzstan*, Scarecrow Press, Lanham - Maryland - Oxford, 2004, 382 pp.

ABRAMZON S., *Kirgizy i ih Etnogenetičeskie i Istoriko-Kul'turnye Svjazi (Les Kirghiz et leurs rapports ethno-génétiques et historico-culturels)*, Ed. « Kyrgyzstan », Frunze, 1990 (Réédition de l'édition de 1971), 480 pp.

ALLWORTH E. (Ed.), *Central Asia : 130 Years of Russian Dominance, A Historical Overview (3ème édition)*, Duke University Press, Durham et Londres, 1994, 664 pp.

ANDERSON J., *Kyrgyzstan : Central Asia's Island of Democracy ?*, Harwood Academic Publishers, Amsterdam, 1999, 110 pp.

ASANKANOV A., *Kyrgyzy : Rost Nacional'nogo Samosoznaniija (Les Kirghiz : La croissance du sentiment national)*, Ed. « Muras », Bichkek, 1997, 227 pp.

Collectif (Dir. V. PLOSKIH), *Suverennyj Kyrgyzstan : Problemy Tradicij i Social'noj Celbstnosti (Le Kirghizstan souverain : Problèmes de traditions et d'intégrité sociale)*, Biškek « Ilim », Bichkek, 1999, 178 pp.

FOURNIAU V. « La transition depuis 1992 : Politique et institutions des Etats », *International*, Ed. La Documentation française, Paris, 1997, pp. 13-28

GAÜZERE D., *Les Kirghiz et la Kirghizie à l'époque contemporaine : La construction d'un Etat-Nation*, Editions Universitaires Européennes, Sarrebruck, Septembre 2010, 547 pp.

GELLNER E. (Ed.), *Soviet and Western Anthropology*, Ed. Duckworth, Columbia University Press, New-York, 1980, 312 pp.

HAUGEN A., *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*, Palgrave Macmillan, New-York, 2003, 278 pp.

HOLT RUFFIN M., WAUGH D. (Ed.), *Civil Society in Central Asia*, Center for Civil Society International, The Central Asia - Caucasus Institute, Seattle, 1999, 334 pp.

IMART G., DOR R., *Le chardon décheté (Être Kirghiz au XXème siècle)*, Publications de l'Université d'Aix en Provence, Aix en Provence, 1982, 296 pp.

KNJAZEV A., *Gosudarstvennyj Perevorot - 24 Marta 2005 g. v Kirgizii (Le changement d'Etat - Le 24 Mars 2005 en Kirghizie)*, Ed. du Fonds de l'Institut de Stratégie Nationale et du Fonds Public d'A. KNJAZEV, Almaty-Bichkek, 2005, 252 pp.

KUDABAEVA Z., GIÏO M., DENISENKO M. (Dir.), *Naselenie Kyrgyzstana (La population du Kirghizstan)*, Comité National des Statistiques de la République kirghize, Bichkek, 2004, 376 pp.

KURMANOV Z., *Političeskaja Bor'ba v Kyrgyzstane : 20-e Gody (La lutte politique au Kirghizstan : Les années 1920)*, Fonds « Soros - Kyrgyzstan », Bichkek, 1997, 291 pp.

MAANAEV E., *Etničeskaja Istorija Kyrgyzskogo Naroda (Histoire ethnique du peuple kirghiz)*, Institut d'Histoire de la République Kirghize, Bichkek, 2008, 214 pp.

MARAT E., *The Tulip Revolution : Kyrgyzstan One Year After*, The Jamestown Foundation, Washington, 2006, 150 pp.

MUSABEKOVA Č., *Gosudarstvenno-Pravovye Voprosy Territorii i Granic Kyrgyzskoj Respubliki (Questions étatico-juridiques du territoire et des frontières de la République kirghize)*, Fonds social de contribution à l'Education, Bichkek, 2003, 232 pp.

OSMONOV O., *Istorija Kyrgyzstana - S Drevnejših Vreměn Do Načih Dnej (Histoire du Kirghizstan - Des Temps anciens à aujourd'hui)*, Ed. « Mezgil », Bichkek, 2008, 608 pp.

POUJOL C., *Dictionnaire de l'Asie centrale*, Ed. Ellipses, Paris, 2001 (b), 352 pp.

ROY O., *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Ed. du Seuil, Paris, 1997, 336 pp.

VAN LEEUWEN C., EMELJANENKO T., POPOVA L., *Nomads in Central Asia (Animal Husbandry and Culture in Transition - 19th-20th Century)*, KIT Publications, Amsterdam, 1994, 89 pp.

2- Articles de presse, rapports et comptes-rendus

Agences d'information kirghizes : 24.kg, AKIPress, Kabar

Comité National des Statistiques de la République Kirghize, <http://212.42.101.124:1041/stat1.kg>

GAÜZERE D., « Au sud kirghiz, les liaisons dangereuses », *Mediapart*, 08 Juillet 2010, <http://www.mediapart.fr/dub/edition/les-invites-de-mediapart/article/080710/au-sud-kirghiz-les-liaisons-dangereuses>

GAÜZERE D., « Douche froide après les élections kirghizes », *Mediapart*, 15 Octobre 2010, <http://www.mediapart.fr/dub/edition/les-invites-de-mediapart/article/151010/douche-froide-apres-les-elections-kirghizes>

MAZIKIN J., « Roza Otounbaeva Poprosila MID Francii Podderžat' Inicativu o Vhoždenii Kyrgyzstana v Sovet Bzopasnosti OON na Pravakh Nepostojannogo Člena (Roza Otounbaïeva a demandé au Ministère français des Affaires étrangères de soutenir l'initiative de la Kirghizie d'entrer au Conseil de Sécurité, en tant que membre non-permanent) », *24.kg*, 03 Mars 2011, <http://www.24kg.org/politic/94480-roza-otunbaeva-poprosila-mid-francii-podderzhat.html>

« Otubayeva Seeks French Support for UN Security Council Bid », *Central Asia Newswire*, 03 Mars 2011, <http://centralasianewswire.com/General/Otunbayeva-seeks-French-supportnbspfor-UN-Security-Council-bid/viewstory.aspx?id=3443>

« Partija Ata-Meken Prinjala Učastie v Sovete Sodinterna vo Francii (Le Parti Socialiste Ata-Meken a participé au Conseil de l'Internationale Socialiste en France) », *AtaMeken.kg*, 16 Novembre 2010, http://www.atameken.kg/index.php?option=com_content&view=article&id=128%3A-l-r&catid=7%3Aknovosti&Itemid=11&lang=ru

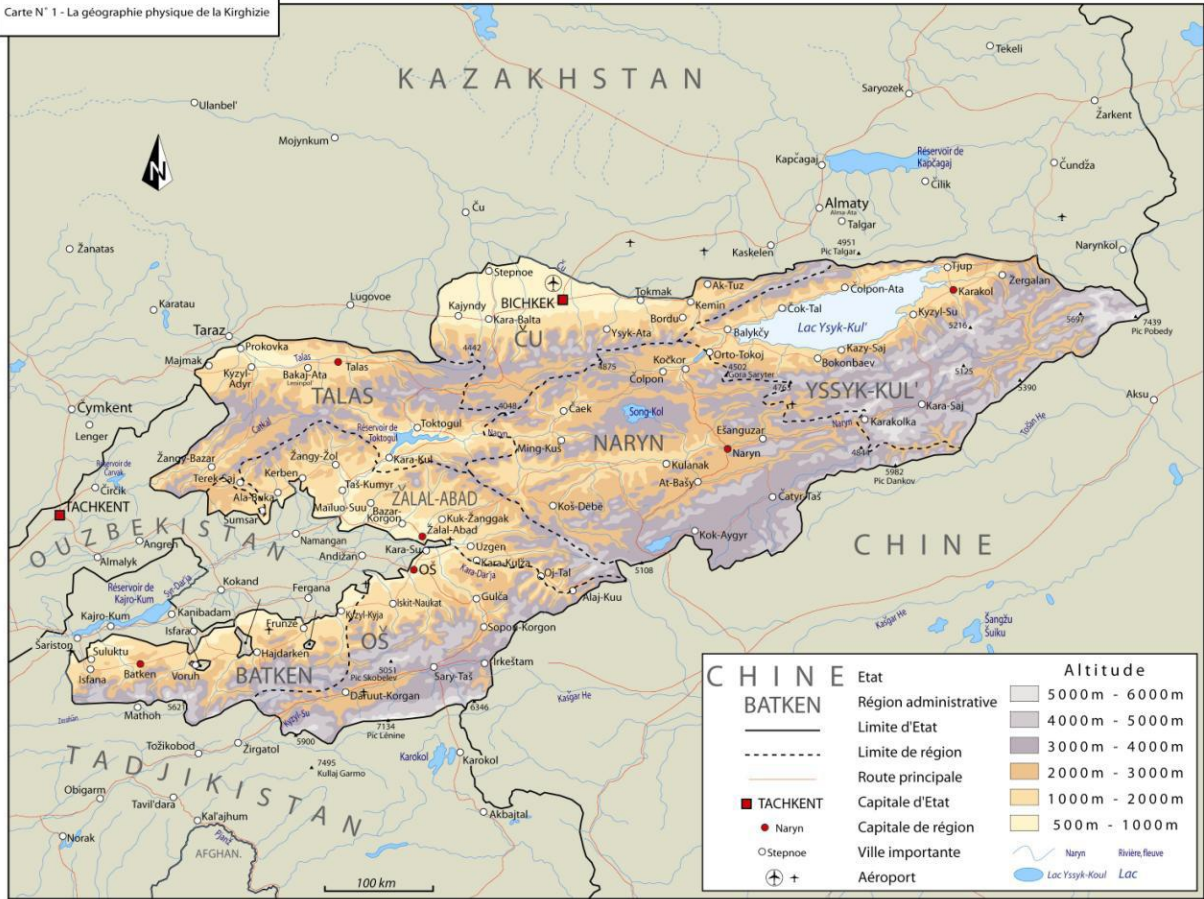
Rapports et comptes-rendus de l'Assemblée Nationale

« Rosa Otounbaïeva : « Une société dominée par la criminalité n'a pas d'avenir », *Euronews*, 04 Mars 2011, <http://fr.euronews.net/2011/03/04/rosa-otounbaieva-une-societe-dominee-par-la-criminalite-n-a-pas-d-avenir>

DOCUMENTS ANNEXES

ANNEXE N°1 - Cartes géographique et administrative de la Kirghizie

Carte N° 1 - La géographie physique de la Kirghizie



Carte N° 10 - Carte administrative de la Kirghizie en 2005



ANNEXE N°2 - Tableau des différents partis politiques de Kirghizie

Partis non démocratiques représentés au Parlement	Partis démocratiques représentés au Parlement	Partis démocratiques importants non représentés au Parlement	Partis non démocratiques importants non représentés au Parlement
Ata-Jourt, droite nationaliste, assise dans le sud	Parti Social-Démocrate de Kirghizie, centre-gauche	Ak-Choumkar, centre	Boutoun Kyrgyzstan, droite nationaliste, assise dans le sud
Ar-Namys, bonapartiste, pro-russe, mais multiethnique (opposition parlementaire)	Parti Socialiste Ata-Meken, gauche (opposition parlementaire)	Parti des Verts, écologiste	
	Parti Républicain, droite populaire		

ANNEXE N°3 - Compte-rendu des débats entre la délégation kirghize du Parti Socialiste Ata-Meken et le groupe d'amitiés France-Kirghizie de l'Assemblée Nationale

Groupe d'amitié France / Kirghize

Rencontre du 16 novembre 2010 avec une délégation socialiste kirghize

Etaient présents :

- M. Omourbek TEKEBAEV, ancien Premier-Ministre, Président du Parti Socialiste Ata-Meken
- Mme Asiia SASYKBAEVA, Députée du Parti Socialiste Ata-Meken
- M. Daniar MOUKACHEV, Conseiller à l'Ambassade de la République Kirghize à Bruxelles
- M. Doulat KASYMOV, Interprète
- M. Jean-Paul CHANTEGUET, Président du groupe d'amitié
- M. Michel KERAUTRET, Secrétaire du groupe d'amitié

La séance est ouverte à 17 heures

M. Jean-Paul CHANTEGUET se félicite d'avoir pu organiser cet entretien, fût-ce de manière impromptue, à l'occasion de la venue d'une délégation kirghize à Paris pour la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste. Il remercie les deux députés qui ont pris un moment, malgré un programme très chargé, pour rencontrer le groupe d'amitié.

Il se réjouit, en tant que Député socialiste, du résultat satisfaisant obtenu, lors des élections législatives du 15 octobre, par les candidats du Parti Socialiste Ata-Meken.

Il souhaite enfin que ses interlocuteurs fassent le point sur la situation de leur pays.

M. Omourbek TEKEBAEV remercie M. CHANTEGUET de l'invitation, et se félicite de cette prise de contact.

Son parti n'était pas représenté au Parlement, au cours de la législature précédente, car les élections de 2007 avaient donné lieu à des fraudes massives. En revanche, il a passé la barre des 5 % le 15 octobre, ce qui lui a permis d'obtenir 18 députés sur les 120 membres que compte désormais le Parlement kirghiz. Cela ne lui donne certes que le groupe le moins nombreux parmi les cinq groupes du Parlement, mais pourrait le placer en position d'arbitre, aucun groupe ne disposant d'une majorité¹.

¹ Le Parti Ata-Jourt, qui regroupe les sympathisants de l'ancien régime (ex-Parti Ak-Jol), a obtenu 28 députés ; le parti social-démocrate SDPK, 26 ; le Parti Ar-Namys pro-russe du Général Koulov, 26 également ; Respublika (autre structure d'accueil pour des protagonistes du régime précédent), 22 ; le Parti Socialiste Ata-Meken, 18.

La situation de la Kirghizie reste encore incertaine. Il y a eu de graves violences voici quelques mois, et les partisans de BAKIEV continuent d'attiser les haines ethniques dans le sud du pays. Ils ne manquent pas d'argent grâce à l'aide de certains réseaux mafieux. Par ailleurs, le pays se heurte à l'hostilité de ses puissants voisins, et il a été soumis à un véritable blocus économique pendant plusieurs mois. La construction démocratique en est d'autant moins facile.

Dans cette phase délicate, la jeune démocratie kirghize a besoin du soutien moral des démocraties occidentales. Le Parti Socialiste Ata-Meken, quant à lui, espère créer des liens directs avec le Parti Socialiste français. Mme ROYAL a déjà annoncé sa visite. D'autres contacts devraient suivre. La session du Conseil de l'Internationale a été l'occasion d'un certain nombre de rencontres fructueuses. Mais le groupe d'amitié de l'Assemblée Nationale est aussi un cadre très utile. On espère enfin développer des liens directs au niveau des villes et des régions.

M. CHANTEGUET demande des précisions quant à la formation du gouvernement.

M. TEKEBAEV précise que l'on se trouve dans la phase d'élaboration d'une coalition gouvernementale. Il s'agit de trouver une majorité de 61 députés au Parlement, ce qui suppose l'alliance d'au moins trois groupes parlementaires. Plusieurs combinaisons sont possibles. La Présidente a chargé le Parti SDPK, voici cinq jours, d'essayer de former une coalition de gouvernement. Si cette première tentative n'a pas abouti d'ici dix jours, un autre parti disposera de 15 jours à son tour pour tenter sa chance. En cas de nouvel échec, les partis auront quinze jours pour essayer de s'entendre directement. Si cela n'aboutit pas non plus, le Parlement sera dissous. Mais ce scénario, prévu par la Constitution, paraît peu probable. Les Kirghiz en ont assez de l'instabilité, et on peut espérer que le pays aura un gouvernement avant l'échéance fatale du 10 Décembre.

M. CHANTEGUET voudrait savoir quelle position le Parti Socialiste Ata-Meken envisage de prendre - si la question n'est pas trop indiscrete à ce jour.

M. TEKEBAEV observe qu'il n'y a pas de désaccord fondamental entre son parti et le SDPK, et que la société civile s'attend à un accord entre eux. Les différences entre les deux partis tiennent à l'histoire : Le Parti Socialiste Ata-Meken est un parti de militants, qui a toujours été fidèle à lui-même, tandis que le Parti Social-Démocrate de Kirghizie a été fondé par des oligarques, et a parfois cédé aux sirènes de certains milieux d'affaires. Mais cela, c'est le passé.

Ce qui risque d'empêcher l'alliance entre eux, c'est le veto du Kremlin, qui a jeté une sorte d'interdit sur le Parti Socialiste Ata-Meken. Cela est dû aux polémiques ayant accompagné l'adoption de la réforme constitutionnelle : Le Parti Socialiste Ata-Meken a défendu vigoureusement le passage au régime parlementaire, qui a été finalement adopté par référendum, tandis que le président russe MEDVEDEV pesait en faveur d'un régime présidentiel comme il en existe dans tous les pays voisins. Du coup, le Parti Socialiste Ata-Meken a été accusé par les Russes d'être pro-occidental et anti-russe. En réalité, ce parti n'est nullement anti-russe.

M. CHANTEGUET demande quel rôle va jouer désormais Mme OTOUNBAEVA.

M. TEKEBAEV répond qu'en application de la Constitution, elle restera présidente jusqu'à la fin de l'année 2011, mais ne gouvernera pas, non plus que ses successeurs, qui seront élus pour six ans au suffrage universel. Néanmoins, un certain nombre de prérogatives sont accordées par la Constitution au Président : Chef des armées, il désigne en outre le Procureur Général et le Chef des

Services de Sécurité, ainsi qu'un tiers des membres de la Cour des Comptes, de la Commission Electorale et de la Cour Suprême.

M. CHANTEGUET aimerait savoir si de nouvelles figures politiques émergent. Qu'est-il advenu par ailleurs de M. KOURMANOV, ancien président de l'Assemblée Nationale ?

M. TEKEBAEV indique que M. KOURMANOV est revenu à Bichkek. Il n'est plus député, mais il a repris ses cours de Droit à l'Université.

Quant aux figures émergentes, il est trop tôt pour en juger. Du reste, parmi les nouveaux députés, nombreux sont ceux qui ont acheté un siège pour faciliter leurs affaires futures, sans avoir de véritable programme politique, notamment au sein des Partis Ata-Jourt et Respoublika.

M. CHANTEGUET s'interroge sur le rôle des clans. Exercent-ils encore une influence ?

De moins en moins, selon **M. TEKEBAEV**, en tout cas sous la forme traditionnelle. Aujourd'hui, ce qui compte, ce sont les groupes d'intérêts économiques. Mais il peut y avoir des recouvrements.

M. CHANTEGUET annonce qu'il a demandé au président de l'Assemblée Nationale, au nom du groupe d'amitié, d'inviter une délégation du Parlement kirghiz en 2011. Une telle réception contribuerait à renforcer les liens entre la République Française et la démocratie kirghize renouvelée. Pour que cette demande ait une chance d'aboutir, il faut néanmoins que le Parlement de la Kirghizie crée rapidement, en son sein, un groupe d'amitié avec la France.

M. TEKEBAEV se réjouit de cette perspective. Le Parlement kirghiz compte bien se doter de plusieurs groupes d'amitié pour s'ouvrir largement vers l'extérieur.

M. CHANTEGUET remercie M. TEKEBAEV de toutes ces informations, et lui souhaite, ainsi qu'à ses collègues, une bonne fin de séjour à Paris.

La séance est levée à 18 heures 15.

Rapport rédigé à Campagne, le 10 Mars 2011

David GAÜZERE

PS FFE Bichkek

Tél. : (France) (00 33) 6 38 92 55 45

Tél. : (Kirghizie) (00 996) 777 08 60 74

Page personnelle blog : <http://david-gauzere.cabanova.fr>

Adresse électronique : david.gauzere@mail.ru